

Dialogue participatif sur la persistance intergénérationnelle de la pauvreté, jeudi 1 avril 2021, à l'institut de recherche LISER (Luxembourg)

Participants:

Pour ATD Quart Monde Luxembourg: Nicole Bidinger,
Astrid Bremer,

Lucie Graffé-Bidinger,

Sébastien Graffé et Sonja Metzger (militant.e.s Quart Monde),

Absent ce jour mais qui a préparé avec le groupe : Etienne Dostert,

Darlène Colas et Joëlle Loos (chargée de projet et alliée) en animation du groupe des militant.e.s,

Pour ATD Quart Monde Europe: Chantal Consolini (Délégation régionale pour l'Europe), Marianne de Laat et Charlotte Tiffoin (Dynamique européenne du Croisement des savoirs),

Olivier De Schutter (Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme), Agathe Osinski (chercheure de l'UCL et collaboratrice d'Olivier De Schutter),

Pour le LISER : Eric Marlier et Anne-Catherine Guio (chercheur.e.s).

Ce dialogue participatif est à l'initiative d'Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté et est animé par Marianne de Laat et Chantal Consolini, volontaires permanentes ATD Quart Monde. L'animation est inspirée de la démarche du Croisement des Savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté¹.

Objectif de la rencontre : Olivier De Schutter attend de ce dialogue de mieux comprendre la réalité des personnes vivant dans la pauvreté ainsi que les éléments qui font que la pauvreté dure de génération en génération. Un séminaire d'experts de décembre dernier n'avait pas pu accueillir de personnes en situation de pauvreté car il était en ligne et en anglais. Un groupe de six militant.e.s Quart Monde du Luxembourg a préparé sur le thème, accompagnés par Joëlle Loos et Darlène Colas.





¹Le croisement des savoirs et des pratiques – Quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble, Éditions de l'Atelier – Éditions Quart Monde, réédition 2008.

1. Exercice de représentation sur le mot participation

Pour cet exercice, chacun réfléchit à ce que le mot 'Participation' évoque pour lui, il écrit un mot clé et explique sa réflexion aux autres, en groupes de pairs. Après discussion, le groupe de pairs choisit un mot qui traduit la réflexion la plus importante pour le groupe. Le mot est inscrit au centre d'une affiche, complétée avec les mots de chacun. Il ne s'agit pas de donner une définition de la participation, mais bien de dire ce que la participation représente pour le groupe à partir de la réalité. Après ce temps en groupes de pairs, les deux groupes se présentent mutuellement leur affiche, puis fait suite un dialoque.

Groupe militant.e.s

Mots choisis : football ; tenir ensemble ; ne pas se comprendre ; manifestation ; manque d'humanité.

Mot qui traduit la réflexion du groupe : respect

Sonja: « Le respect c'est qu'on nous écoute, que nous avons le sentiment d'être respecté lorsque que nous travaillons ensemble et que nous pouvons participer, comme ici, mais aussi à d'autres manifestations. Le respect doit aussi être pour les personnes handicapées, les pauvres, les vieux, tout le monde. »

Groupe chercheur.e.s

Mots choisis : échange ; pouvoir ; coévaluation des politiques ; pouvoir Mot qui traduit la réflexion du groupe : construire ensemble

Agathe: « Nous avons choisi le terme 'construire ensemble' parce qu'on s'est rendu compte que quand on parlait de participation,(...), on pensait à différentes manières de participer. Par exemple à la construction des politiques publiques et l'évaluation de ces politiques. (...) On s'est dit que construire ensemble, ça demande beaucoup de modestie, (...) qu'on doit

échanger avec d'autres pour essayer de mieux comprendre et essayer de savoir mieux. Parfois, derrière le mot participation se cachent des différences de pouvoir. »

Dialogue

Qu'est-ce que je vois ? Quelle réflexion cela m'amène ? Qu'est-ce que j'ai appris ? Après un temps de réflexion à deux (avec un pair), un échange en grand groupe a lieu.

Olivier: « Respecter l'autre, c'est moins exigeant que co-construire, pourquoi? Parce qu'on tolère chacun dans son identité sans remettre celle-ci en question, mais on ne cherche pas à progresser ensemble pour construire quelque chose qui oblige chacun à changer de perspective »

Astrid: « Quand on ne respecte pas les gens, on ne peut pas construire ensemble. »

Éric: « Dans notre groupe, la construction veut dire vraiment mettre des briques. Donc ça ne peut pas être imposé, ce n'est pas obligé. Ce n'est pas dire: "Moi je sais, et tu vas m'aider à construire". C'est construire ensemble, et pour ça, il faut être dans le respect, il faut avoir de la tolérance, il faut être soudés. (...) J'ai l'impression que ce que vous avez mis en évidence ce sont les conditions pour effectivement qu'il y ait une vraie construction ensemble. »

Olivier: « Ça m'intéresserait beaucoup d'apprendre si construire une parole collective ensemble est une condition de la participation ? »

Lucie: « Les chercheurs, eux, ils ont aussi travaillé en groupe (...) Nous aussi, on a besoin de travailler en groupe. C'est important parce que si on ne travaille pas en groupe, on ne peut pas arriver à quelque chose, on ne peut pas se défendre pour que ça aille mieux. »

Sébastien: « Ensemble, on voit plus de réalités. »

2. Les Constats

Les militant.e.s Quart Monde ont préparé un apport de connaissance sur les constats qu'ils font en lien avec la persistance de la pauvreté. Cette construction collective s'est déroulée en plusieurs étapes : un travail individuel puis des réunions en groupe qui ont permis d'aller plus loin dans la réflexion et d'approfondir les sujets récurrents. Lors du Dialogue Participatif, chaque militant lit une partie de l'apport, suivi d'un temps de compréhension et d'échange.

(...) En préparant ensemble, nous nous sommes rendus compte qu'il y a dans nos vies et dans celles des personnes en précarité que nous connaissons, des aspects communs et récurrents. (...) Nous pensons que si on naît dans une famille pauvre, il est plus difficile d'avoir une vie meilleure en tant qu'adulte. (...) Lorsqu'on grandit dans une famille, où le quotidien est difficile, où il y a beaucoup de soucis, il y a perte de l'enfance et de la jeunesse. L'enfant doit vite prendre des responsabilités. « (...) On ne comprend pas ce qui se passe. On se pose beaucoup de questions, mais on essaie de faire de son mieux dans cette situation. » (...)

Nous pensons que l'école est importante. L''école est aussi souvent le premier lieu d'échec pour l'enfant ; c'est là où il fait ses premières expériences de maltraitance sociale : premières expériences de jugement, où on lui met l'étiquette du pauvre, celui qui n'a pas les vêtements de marque et qui a les dents sales, celui qui ne comprend pas, celui dont les parents ne comprennent pas ce qu'on attend d'eux, celui dont les parents n'arrivent pas à bien s'en occuper, celui qui de toute façon ne réussira pas (...) Ne pas réussir à l'école a de graves conséquences pour toute la vie. Nous savons tous que sans formation ou apprentissage fini, il est très difficile de trouver un travail. Le fait de ne pas réaliser ses rêves en tant que jeune nous pèse toute la vie. (...)

Un autre élément qui nous lie, nous tous qui avons préparé cette journée est que nous avons tous fait l'expérience du placement d'enfants en foyers d'accueil, en étant nousmêmes placés ou nos enfants ayant été placés. Ce sont presque toujours des expériences douloureuses, qu'il faudrait pouvoir éviter à tout prix. (...) Pour l'aspect du placement, nous avons surtout retenu deux de liens éléments : la rupture l'incompréhension. (...) De nombreuses questions restent sans réponse et il est difficile de se construire. « En étant enfant, on se pose des questions, pourquoi moi j'ai été placé et pas les autres. Si on ne lui explique pas, l'enfant peut se sentir puni. Si on sait, on peut au moins vivre avec, sinon on se pose toujours des questions.»

Lorsque l'enfant devient adulte, la situation professionnelle est souvent fragile et avec les logements qui sont chers, on se retrouve à la rue ou on reste dépendant de ses parents, ce qui est difficile pour eux et pour le jeune adulte (...) On est aussi dépendant des institutions. Très souvent il faut aller demander de l'aide. On est sous pression. Courir à gauche et à droite, raconter sa vie encore et encore. Nous revivons des jugements, basés sur notre apparence, sur notre histoire familiale, sur notre parcours (...) dans les contacts avec les services d'aide, on ne se sent pas compris. La communication est difficile. Il arrive qu'on n'ose même plus demander de l'aide, car on a l'impression que personne ne peut ou ne veut nous aider. (...)

Plus on fait des mauvaises expériences, plus on vit dans la honte, la peur et sous pression. Par conséquent, certaines personnes risquent de s'isoler et de vivre repliées sur ellesmêmes, de plus en plus en décalage avec la société. (...) Tout ce que nous vivons en tant qu'enfant et en tant qu'adulte entraîne une très grande souffrance émotionnelle et parfois, même la maladie. Cette souffrance n'est pas toujours visible, ni comprise par les

autres, mais elle reste avec nous pour toute notre vie. Vivre dans la pauvreté est une lutte continue. (...) Vivre dans la pauvreté est un cercle vicieux qu'il est difficile de briser. Nous nous battons tous les jours, pour nous et pour nos enfants. Mais pouvons-nous y arriver seuls? Pouvons-nous parvenir à briser ce cercle vicieux sans être considérés, écoutés et entendus?

Dialogue

Suite à cet apport de connaissance, les chercheur.e.s ont posé 3 questions préparées en groupe de pairs. Après avoir entendu et compris les questions des chercheur.e.s, les militant.e.s Quart Monde se mettent en deux groupes pour réfléchir à leurs réponses. Ensuite a lieu un dialogue à partir des trois questions.

1. Vous avez dit à quel point l'école a été le premier lieu de maltraitance sociale, avec des conséquences à long terme : selon vous qu'est-ce qui explique que l'école a échoué avec vous ?

Sébastien: « Il y a beaucoup trop de harcèlement moral dans les écoles, souvent ce sont les enseignants qui le font, les enfants aussi, mais moins. »

Sonja: « Quand je suis allée à l'école, j'ai bien appris mais mon instituteur me disait: "Tu ne vaux rien, mets-toi dans la dernière rangée". C'était seulement les enfants des privilégiés qui valaient à l'époque, et c'est encore le cas. »

Olivier: « Selon votre expérience, (...) quels sont les facteurs qui expliquent cette discrimination ? Qu'est-ce qui explique que ces enfants-là sont victimes ? »

Sonja: « Déjà le cartable, ce n'est pas le même. Ensuite, on n'a pas tous les livres car on ne peut pas se les payer et les vêtements aussi. Maintenant les livres sont gratuits. Mais c'est un manque de revenu. »

2. En principe, les services doivent aider ceux en difficultés, mais quand on a entendu le

placement des enfants, peut-être qu'il y a des familles qui ont peur, n'osent pas demander de l'aide par peur du placement des enfants?

Astrid: « Mes enfants ont été placés parce que j'ai demandé de l'aide à l'assistante sociale pour quitter la maison. Je connais plusieurs familles à qui la même chose est arrivée. Et après, je n'ai plus demandé de l'aide. C'est pour ça qu'on ne demande pas, parce qu'on a peur que les enfants soient tout de suite placés. Quand on a des enfants placés dans un foyer et on demande au tribunal pour savoir ce qui est dans notre dossier, ils disent "On ne peut rien dire". »

Nicole: « Je ne vais plus voir les assistantes sociales, je ne leur fais pas confiance. Ça empêche d'aller de l'avant. »

3. Est-ce que vous croyez que le message sera plus fort et plus fini parce que vous l'aurez fait ensemble ? Est-ce que vos idées sont différentes parce que vous avez préparé avec d'autres ?

Sonja: « Quand on échange, les résultats sont meilleurs. On ne dit pas: 'tu vas mentir'. Et si on dit quelque chose en commun, c'est plus fort. Dans le groupe, on t'écoute mieux, on est plus fort, on se sent plus à l'aise et rassuré. »

Joëlle: « Dans la première phase, tout le monde a raconté ce qu'il a vécu. Ensuite, on a rassemblé toutes les idées, ce qui était très intéressant. Le message collectif a plus d'impact parce que quand on a entendu le message de l'autre, on a plus de choses à dire et on pense différemment. (...) Et Sonja dit qu'elle trouve qu'on a déjà avancé, qu'on a déjà un résultat car ils se sentent très pris au sérieux aujourd'hui. »

Darlène: « On voit des choses qui se répètent dans le vécu et ça donne une force complémentaire. Vous avez choisi de construire ensemble et on voit que ça a plus d'impact, c'est pas un témoignage individuel ni des témoignages mis bout à bout. »

3. Leviers et pistes de solutions

Dans la troisième partie de cette journée, on échange à partir des idées des uns et des autres. Les militant.e.s Quart Monde lisent l'apport qu'ils ont préparé et Olivier De Schutter explique trois pistes de solution sur lesquelles il souhaiterait réfléchir avec eux.

(...) nous sentons tous que lorsque la vie est très difficile, il y a une force intérieure qui nous pousse à continuer et nous savons aussi que des fois, il faut se motiver soi-même et travailler sur soi (...) Ensuite, dans un deuxième temps, nous nous rendons compte que nos relations les uns avec les autres sont d'un grand soutien. (...)

(...) nous pensons qu'il est également important pour nous d'oser fréquenter des lieux où l'on pourrait être écouté et réfléchir avec d'autres personnes. (...)

Finalement, nous pensons aussi que : « Quand on ne communique pas les uns avec les autres, on ne peut pas se comprendre. Il est important de se comprendre pour ne pas avoir de malentendu. » (...)

(...) Nous avons réfléchi à ce qui pourrait être fait au niveau de la société et des institutions pour briser le cercle vicieux de la pauvreté :

Premièrement, nous pensons qu'il faudrait créer des lieux, où des professionnels et les familles en précarité puissent se rencontrer pour mieux se connaître mutuellement. Ils doivent pouvoir réfléchir ensemble pour trouver les meilleures solutions pour le bienêtre de tous les membres de la famille. Apprendre l'un de l'autre et se former ensemble, est important. (...) Nous pourrions leur montrer que nous pouvons et devrions être considérés comme des partenaires, pour changer nos vies.

(...) Nous voyons qu'il y a des choses qui pourraient changer pour que les travailleurs sociaux puissent proposer des aides plus adaptées aux personnes en situation difficile.

1. La collaboration entre les services et les personnes d'un même service :

Chaque fois que nous rencontrons un travailleur social pour la première fois, nous devons lui raconter notre histoire de vie, notre passé, nos difficultés, sans même avoir accès à ce qui est noté.(...) Chaque fois (...) c'est douloureux.

2. La collaboration entre les services et nous : Une collaboration réussie est celle où nous nous sentons en confiance et que nous sentons que le travailleur social nous fait confiance. (...) Il prend en considération ce que nous disons sans nous juger, il apporte des réponses concrètes, des aides et des conseils adaptés à notre situation.(...) En plus de la formation des travailleurs sociaux qui selon nous, joue un rôle sur une meilleure collaboration entre les services sociaux et nous, nous nous rendons également compte que ceux-ci sont souvent débordés et que le temps leur manque. Ne faudrait-il pas mettre plus de moyens à dispositions des services d'aide?

(...)Nous croyons qu'il serait judicieux, avant le placement des enfants, de mieux soutenir les parents. Des fois cela peut se faire par des aides financières, des soutiens pour trouver un logement adapté. Mais aussi par beaucoup de conseils dans tous les domaines, surtout dans le domaine éducatif, comme par exemple l'école des parents, qui est un lieu d'échange des parents avec d'autres parents et des professionnels. (...) Pour que les parents fréquentent ces lieux, il faudrait qu'ils puissent y aller en toute confiance, sans peur de jugement et surtout sans la peur de se voir retirer les enfants (...)

Le **chômage** nous touche généralement et que cela a de lourdes conséquences sur nos vies en précarité. (...) Nous constatons que souvent nos qualifications ne sont pas adaptées et que des emplois pour des personnes avec peu de scolarité manquent. Ne faudrait—il pas alors soutenir davantage la création d'emploi pour des personnes avec peu de qualifications ou mieux adapter les formations aux emplois existants ? En effet, il nous parait important qu'il y ait des lieux de formations pour les jeunes après la scolarité et cela sans liste d'attente.

Joëlle: [sur la Garantie Jeune] « Au Luxembourg, il y a des initiatives différentes, (...) la réalité des jeunes est : ils trouvent une formation ou sortent de l'école et ne trouvent rien. En pratique, ils ne trouvent pas d'offres adaptées. On ne leur propose rien pendant un temps car il n'y a rien sur le marché. Ils sont désillusionnés et sortent du système. Ces initiatives marchent pour les jeunes qui sont encore dans le système. »

Un échange a lieu à propos du **placement** et la question de comprendre son histoire pour avancer et ne pas reproduire des erreurs :

Astrid: « Une personne qui comprend pourquoi elle a été placée, cela peut l'aider à ne pas reproduire certaines erreurs. Je ne me suis pas accusée moi-même parce que je ne sais pas pourquoi mes enfants ont été placés. D'autres personnes le voient comme ça, mais moi je ne sais pas.(...) On peut éviter ces fautes si on sait pourquoi on nous a enlevé nos enfants, s'il y a une raison derrière ça. »

Éric: « Ce que je ne comprends pas, c'est qu'il n'y ait pas d'instance qui permette de dire: "J'exige de savoir pourquoi mon enfant est placé". Cela me paraît daté. Je suis très étonné, simplement en termes de droits. »

Darlène: « (...). Mais c'est très fréquent au Luxembourg que les enfants soient retirés de leur famille pour être placés dans des institutions, que ce soit au Luxembourg même, ou à l'étranger surtout quand ce sont des placements judiciaires. On ne parle pas de violences familiales, mais pour un problème de logement ou pas assez de moyens pour

s'occuper de l'enfant. Et les enfants peuvent être retirés très jeunes. »

Olivier: « En principe, il est interdit de retirer un enfant de sa famille uniquement en raison de la précarité de la situation socio-économique. Malheureusement très souvent, même si on ne dit pas que c'est la pauvreté, le risque qu'on veut éviter à l'enfant, est décrit comme un risque de maltraitance. C'est en fait la pauvreté. Et ce qui est choquant en plus, c'est que ça coûte plus à la société d'opérer ces retraits que d'investir dans les familles pour les aider vraiment. »

Olivier de Schutter sur ses pistes de solution

- L'investissement plus fort en termes budgétaire dans **la petite enfance**, avant l'école.
- Créer un rôle de médiateurs dans les écoles qui seraient chargés d'un accompagnement spécifique des enfants qui ont des difficultés : sachant qu'il y a aussi un risque de stigmatiser les enfants qui en ont besoin. C'est la question de savoir s'il vaut mieux des approches qui ne ciblent pas les personnes issues de ménages en situation précaire pour éviter cette stigmatisation ?
- Renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté à l'échelle locale : les personnes en pauvreté devraient, non seulement enseigner aux travailleurs sociaux sur comment elles doivent faire, mais aussi participer à la décision politique, notamment au niveau local.

Première réaction des militant.e.s sur la question des médiateurs à l'école : idée intéressante mais peur du risque de stigmatisation des enfants à l'école. Ils soulignent aussi l'importance de travailler avec les parents.

Ce dialogue était le premier d'une série de dialogues participatifs, d'autres auront lieu entre Olivier de Schutter et des militant.e.s en Belgique, Amérique Latine, et Afrique.